

## Organisateur de l'activité

- **Nom**  
VERLUISE
- **Prénom**  
Pierre
- **Raison sociale**  
Association loi 1901, Centre géopolitique

## Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**  
Elargissement : quels candidats l'Union européenne doit elle -encore- accepter ?
- **Description de l'activité**  
Après une brève présentation des méthodes et un exposé factuel sur les candidats des Balkans occidentaux, il s'agissait de donner la parole aux citoyens. Nous avons créé une situation où chacun pouvait participer au débat thématique de son choix, par ateliers. Chaque atelier était dans une classe dédiée, avec des chaises installées en cercle, avec un modérateur, deux assesseurs pour la prise de notes, et un rapporteur.
- **Date et heure**  
Samedi 23 juin 2018, de 13:45 à 17 h 30
- **Lieu**  
CPGE Blomet, 3 rue Barthélémy, 75015, Paris. Nous avons utilisé le rez-de-chaussée, le 1er étage et le 2e étage. Les étages 3 et 4 étaient fermés au public. En effet, les 10 étudiants de la CPGE admissibles aux ENS finalisaient leur préparation aux dernières épreuves. Ils n'ont pas été dérangés.
- **Nombre de participants**  
82

- **Catégories de publics présents**

De 18 à 78 ans, avec une majorité de moins de 40 ans. Autant de femmes que d'hommes. Un mélange de personnes connaissant depuis de nombreuses années ces territoires (entreprise, conseil) et de personnes cultivées mais non spécialistes. Ils venaient au titre de citoyen(ne) pour avoir de l'information, échanger, débattre. Il y avait très probablement quelques militants ou lobbyiste d'une cause ou d'une autre (ex. / contre l'Ukraine, pour la Serbie, pour l'Iran) mais le niveau est resté modéré.

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Gabriel Blanc, expert Balkans à la DG Near à la Commission européenne a été présent toute la durée de la Consultation. Lors de la conférence plénière de 14:00 à 14:30, il a durant 20 minutes présenté le processus d'élargissement aux Balkans occidentaux, de façon factuelle. Puis de 14:30 à 16:00 il a assisté à deux ateliers (Balkans occidentaux; et Candidats ayant vocation à adhérer (ex. Moldavie, etc). Il a pris la parole de manière limitée, pour apporter son expertise, sans monopoliser la parole. Il n'a pas été "pris à partie" de façon désagréable, au contraire, chacun était heureux de pouvoir échanger avec un membre de la DG Near. Sans informer l'organisateur, un autre membre de la DG Near, Jean-Baptiste Kastel, était venu pour écouter et participer. Il a participé à l'atelier "Quels sont les effets des élargissements post-Guerre froide (1995-2004-2007-2013) sur les possibles élargissements à venir ?" Après la Consultation, il a écrit sur le Meetup l'évaluation suivante : "Très intéressant, une très belle opportunité de débattre sur un objectif européen qui peut paraître distant et qui peut parfois manquer de communication. A refaire."

- **Thèmes évoqués**

1: Quels sont les effets des élargissements post-Guerre froide (1995-2004-2007-2013) sur les possibles élargissements à venir ? 2 : Pour ou contre l'adhésion des Balkans occidentaux ? 3. Pour ou contre l'adhésion de la Turquie ? 4. Mis à par les candidats officiels ou potentiels, quels autres pays ont vocation à adhérer à l'Union européenne ?

## **Synthèse de l'activité**

- **Pistes de proposition formulées**

Différencier les pays candidats qui ne sont pas tous identiques. Inclure davantage la population des pays membres dans le processus d'adhésion de nouveaux pays à l'UE, ne serait-ce parce que tout nouvel élargissement a un impact sur l'ensemble de l'UE et a un coût sur 3 à 4 décennies.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Quelle est la capacité de l'UE a remettre dans le cadre des traités et de l'Etat de droit des pays entrés depuis 2004 qui manifestement s'en écartent? Quel serait le gain de l'UE et de ses habitants à intégrer des pays qui sont tous plus pauvres et parfois conflictuels ? Quelle est la capacité de l'UE à empêcher que des cicatrices du passé

ne reviennent demain perturber la vie politique des pays des Balkans occidentaux ? Par idéologie ou volontarisme, la Commission européenne n'a-t-elle pas tendance à faire fi du poids du passé ? La Serbie est-elle le cheval de Troie de la Russie ? Comment ne pas faire payer aux nouveaux candidats les écarts de conduite de certains anciens candidats devenus membres (Hongrie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Croatie, etc ? ) Au sein même de l'UE - mais aussi avec les pays candidats et le voisinage - quel doit être le juste niveau de solidarité ? La Turquie est-elle encore vraiment candidate, sinon, pourquoi faire semblant et continuer à payer ? Quelles doivent être les relations avec la Russie au sujet de la candidature de pays de son voisinage (Moldavie, Ukraine) ou pays candidat (Serbie).

- **Pistes de proposition formulées**

Il serait pertinent de tenir compte des erreurs qui ont été faites pour les élargissements de 2004, 2007 et 2013. Avec la Hongrie et la Pologne, l'UE a administré la preuve qu'elle ne sait pas remettre un pays sur le chemin de l'état de droit. Il serait bon que ceux qui ont fait les erreurs de diagnostic le reconnaissent au lieu de promettre monts et merveilles pour de nouveaux pays candidats. L'expérience historique démontre qu'une fois membre, un état devient intouchable.

## **Facultatif**

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Le format a beaucoup plu. 30 minutes d'introduction de méthode et de données factuelles. Celle-ci sont venues s'ajouter à des documents qui avaient été partagés trois semaines avant l'évènement avec les inscrits (Stratégie pour les Balkans occidentaux; Paquet élargissement; Déclaration du sommet de Sofia). Nous avons aussi distribué ce 23 juin un dossier papier de 6 pages, dont un récapitulatif des 7 élargissements précédents (dates, pays, superficie, nombre d'habitants), une carte des candidats réalisée pour l'occasion, des caractéristiques des candidats (superficie, population, niveau de vie, indice de perception de la corruption), extrait de la déclaration de Sophia.. Puis 1 heure et demi en 4 ateliers thématiques. Enfin, en plénière, restitution et débat... puis verre de l'amitié durant 30 minutes. Plusieurs personnes, ont demandé à refaire une Consultation citoyenne sur ce format sur un autre thème, à la rentrée.